

RUSSIE

Cas d'atteintes aux droits fondamentaux commises contre des femmes et des fillettes

Index AI : EUR 46/005/02

DÉCLARATION PUBLIQUE

I. Des femmes et des fillettes victimes d'atteintes aux droits humains en Tchétchénie

Dans la nuit du 26 mars 2000, Kheda (Elza) Vissaïevna Koungaïeva, dix-huit ans, originaire du village de Tangi-Chu a été enlevée au domicile de sa famille par le colonel Youri D. Boudanov, commandant d'un régiment de chars, et ses soldats. Le colonel Boudanov a emmené Kheda Koungaïeva dans sa tente, apparemment pour l'interroger, et il l'a étranglée. Un médecin légiste des forces armées russes est parvenu ultérieurement à la conclusion qu'avant de mourir, Kheda Koungaïeva avait été violée par plusieurs hommes. Les services du procureur général ont ouvert une enquête sur cette affaire et le 30 mars 2000, le colonel Boudanov a été appréhendé. Il a affirmé que pendant son

interrogatoire, il avait tenté de contraindre Kheda Koungaïeva à avouer qu'elle était un tireur isolé et qu'il l'avait étranglée dans un état de démence temporaire. Le colonel Boudanov a été inculpé d'homicide et d'abus de pouvoir. D'après les informations recueillies, il a été placé en détention et a subi des examens psychiatriques en novembre 2001 à l'Institut Serbski de Moscou. L'établissement a confirmé qu'il avait commis ce meurtre dans un état de démence temporaire. À la fin de l'année 2001, le procès du colonel Boudanov était toujours en cours.

« Irina »*, une adolescente de quatorze ans originaire d'Urus-Martan, est morte en détention dans le camp de Tchernokozovo au début de l'année 2000, après avoir été torturée et soumise à d'autres formes de mauvais traitements, notamment violée de manière répétée, par les gardiens. Elle avait été appréhendée lorsque l'autocar dans lequel elle se trouvait avait été arrêté à un poste de contrôle. Selon des témoins, elle figurait au nombre de 60 femmes incarcérées ensemble dans la cellule

numéro 25, à Tchernokozovo, qui ont été passées à tabac par les gardiens. Une femme enceinte de sept mois qui se trouvait également parmi elles, « Zoulikhan »*, n'a pas été battue, mais elle a été menacée de torture à maintes reprises. « Zoulikhan » a accouché avant terme après avoir été relâchée.

Une femme enceinte violée par les forces russes

Le 18 octobre 2001, des membres des forces fédérales russes se sont présentés au domicile de « Zainap »*, dans le village de Kurcheloy, dans l'intention d'arrêter son mari. Ne l'ayant pas trouvé, ils ont apparemment appréhendé son épouse, qui était enceinte de huit mois, puis l'ont conduite au Département provisoire des affaires intérieures (VOVD), à côté du poste de commandement militaire du village de Kurcheloy.

Deux femmes détenues en

Le 4 mars 2001, Noura Loulouïeva, âgée de quarante ans, et ses cousines Markha et Raïssa Gakaïeva et Asset Elbouzdoukouïeva ont été retrouvées mortes, les yeux

compagnie de « Zainap » ont déclaré qu'elle avait été victime de viols collectifs et de mauvais traitements répétés de la part des soldats russes, et qu'elle avait fait une fausse couche à la suite de ces violences. Les forces russes ont relâché « Zainap » à la mi-novembre, en contrepartie de 10 armes automatiques qu'elles ont exigées de ses proches. D'après les informations recueillies, elle a dû subir une intervention chirurgicale à sa libération. Victime de la stigmatisation qui prévaut au sein de la société tchétchène à l'égard des victimes de viols, « Zainap » a été rejetée par son mari. Selon des témoins, il a déclaré : « Après eux, je n'ai plus besoin d'elle. Elle est souillée maintenant ... »

« Disparitions » de femmes et de fillettes appréhendées, notamment dans le cadre d'opérations militaires

bandés, dans une fosse au village de Dachny, non loin de la base militaire russe de Khankala. Selon le mari de Noura, ces quatre femmes se rendaient régulièrement

de Gudermes à Grozny pour vendre des fraises au marché. Elles avaient apparemment été appréhendées au cours d'une opération menée sur un marché de Grozny, le 3 juin 2000. On ignorait tout de leur sort depuis leur arrestation quand leurs cadavres ont été découverts.

II. Des femmes soumises à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements aux mains de la police

Allégations de mauvais traitements infligés à des femmes par la police en République de Kalmoukie

Nadejda Oubouchaïeva a déclaré à un représentant d'Amnesty International que tôt dans la matinée du 10 avril 2001, elle et les cinq autres membres de sa famille, dont sa fille enceinte, avaient été expulsés de force de leur domicile dans la capitale de la Kalmoukie, Elista. Ils se sont alors rendus sur la principale place de la ville pour protester pacifiquement. Nadejda Oubouchaïeva affirme qu'à 16 heures, le même jour, cinq policiers l'ont traînée, en présence de témoins, jusqu'à une voiture de police, la frappant avec un objet qu'elle a qualifié d'instrument dur. D'après un certificat médical délivré le 13 avril 2001, Nadejda Oubouchaïeva a été blessée aux hanches, aux épaules et au visage. Elle a été conduite dans un poste de police, où elle a été retenue environ deux heures. Continuant à

protester contre l'expulsion de sa famille, le 4 juillet 2001, Nadejda Oubouchaïeva a entamé une grève de la faim en compagnie de deux autres femmes sur la place centrale de la ville, où elles auraient été de nouveau maltraitées par un groupe d'hommes. Les trois femmes ont affirmé que leurs agresseurs étaient des responsables de l'application des lois, agissant sur ordre des autorités locales. Nadejda Oubouchaïeva s'est apparemment

Zara Issaïeva, une femme tchéchène, se trouvait à Moscou pour y recevoir des soins médicaux. Le 14 septembre 1999, elle a été appréhendée au domicile de son frère en compagnie d'un des amis de ce dernier, Moussa Vagaïev, et emmenée au poste de police de Joulebino. Plus tard, son frère, Zavladi Issaïev, a été conduit à son tour au poste de police. Zara Issaïeva a déclaré qu'au cours de son interrogatoire, des policiers avaient menacé de la livrer à des « vagabonds » pour qu'ils la violent, et de l'envoyer dans une prison pour femmes. Elle a ajouté que les policiers lui avaient ordonné de se dévêtir entièrement pour subir un examen. Elle a été relâchée

plainte de ces brutalités auprès des services du procureur de la République de Kalmoukie. Néanmoins, aucune enquête n'a été ouverte sur ces allégations à la connaissance d'Amnesty International.

Des Tchétchènes soumis à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements hors de Tchétchénie

le lendemain. Elle a appris ultérieurement que son frère et l'ami de celui-ci avaient été battus et contraints à signer des « aveux » faisant état de détention de stupéfiants. Les policiers les avaient menacés en leur affirmant que s'ils refusaient de signer, ils s'arrangeraient pour que Zara Issaïeva soit violée par des « criminels » détenus au poste de police.

III. Une journaliste indépendante victime de meurtre

Le 8 juin 1998, Larissa Ioudina, journaliste et rédactrice en chef de la publication d'opposition *Sovietskaïa Kalmykia Sevodnia* (Kalmoukie soviétique aujourd'hui)

a été retrouvée morte dans la capitale de la République de Kalmoukie, Elista ; elle présentait une fracture crânienne et de multiples blessures par arme blanche. Des membres du parti libéral *labloko*, auquel appartenait Larissa Ioudina, ainsi que des défenseurs des droits humains soutiennent que cet homicide a été motivé par des considérations politiques. Avant sa mort, la journaliste avait publié des articles dans lesquels elle accusait de corruption le président de la Kalmoukie, Kirsan Ilioumjinov. Trois hommes ont été condamnés pour leur implication dans ce meurtre, mais on ignore toujours l'identité de ceux qui l'ont ordonné. _

* Il ne s'agit pas des véritables noms de ces personnes, dont l'anonymat a été préservé pour leur propre sécurité.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>